

du peuple, quand bien sûr cette expression ne va pas dans le sens de la "hystérie laudatrice collective".

Quelles solutions de sortie de crise

A/ LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE.

La quasi-totalité des acteurs politiques sociaux et économiques de la société mauritanienne, mais aussi l'essentiel des partenaires de développement conviennent du constat que la Mauritanie traverse, aujourd'hui, une crise multidimensionnelle majeure qui menace ses fondements institutionnels et son existence en tant que nation. En effet, ce pays se trouve dans une période dans laquelle tous ses équilibres sont rompus avec une constante dégradation de sa situation générale.

Cette caractéristique est illustrée par la quasi-démision de l'Etat de l'essentiel de ses missions régaliennes: santé, éducation, diplomatie, armée, etc. Ainsi, la haute administration, les grands établissements publics industriels et commerciaux, les grands établissements administratifs et tout ce qui est communément appelé "projets" sont aujourd'hui les domaines de prédilection pour les détournements des deniers publics, la gabegie et la corruption à grande échelle avec un relief tribaliste et régionaliste qui sape dangereusement les fondements de l'unité nationale et de la cohésion sociale.

Véreuse, inadaptée, notre administration caporalisée et notre justice domestiquée sont loin de l'accomplissement de leurs missions qui sont la proximité avec le citoyen et la sauvegarde de leurs droits. Les services publics proches des citoyens disparaissent, des programmes d'intérêt général initiés et financés par des partenaires de développement sont minorés parce que leurs budgets sont impunément détournés par ceux qui sont chargés de veiller à leur bonne exécution. Nous sommes loin des caractéristiques d'un Etat de droit car la loi, le droit et la justice sont ignorés, bafoués et instrumentalisés.

La lutte contre l'ignorance et la pauvreté, qui est aujourd'hui un axe central de la politique du gouvernement, est, en soi, hautement louable, étant entendu qu'il ne peut y avoir de développement durable sans éradication de l'ignorance et de la grande pauvreté. Mais, il reste que la méthode utilisée et le processus emprunté sont inappropriés en considération d'abord de la dégradation généralisée de la situation des institutions et des rouages fonctionnels de l'Etat, de l'état d'inquiétude et d'abandon dans lequel se trouve la Nation toute entière, enfin. Les opérations sont mal pilotées, mal organisées, et à dessin, car c'est surtout l'occasion pour les laudateurs zélés et les troublepapiers politiques d'expérimenter leur cynisme en tirant le maximum de profit matériel au détriment des véritables destinataires, qui eux, sont

structurellement englués dans l'ignorance et la pauvreté.

Les campagnes d'alphabetisation et de distribution de vivres sont des occasions idéales pour les rapaces et les voraces, à l'affût dans les allées du pouvoir, de rafler les caisses des sociétés et établissements sous leur tutelle.

Dans une perspective d'avenir éclairé, l'élévation du niveau intellectuel des masses populaires doit logiquement commencer par :

- la revalorisation de l'enseignement public primaire et secondaire, principalement les matières scientifiques et techniques ;
- la réhabilitation des écoles dans le monde rural, des centres culturels dotés de réels et authentiques instruments de culture ;
- la revalorisation des enseignements de base, notamment pour l'acquisition de notions civiques et morales indispensables à la construction de l'enfant ;
- la considération de la fonction et de la personnalité de l'enseignant à travers le respect de sa personne et de sa fonction ;
- la revalorisation du traitement social, administratif et salarial de l'enseignant ;

la prise en charge effective de la formation scolaire et universitaire des fils de la nation, principaux acteurs du développement de demain, mais abandonnés aujourd'hui à des parents que la pauvreté rend incapables d'assurer le nécessaire, encore moins les conditions suffisantes d'une formation adéquate dans le privé ou à l'étranger.

L'acquisition du savoir, thème phare de la politique du moment mais aussi concept qui, dans le contexte actuel, demande à être redéfini et précisé, doit, en tout état de cause, être un objectif à atteindre, d'avantage pour les jeunes et les adolescents en âge de scolarisation que pour des parents dont les priorités sont, avant tout, la santé familiale, la sécurité alimentaire au quotidien et l'épanouissement social.

S'il est important que les citoyens prennent conscience des réalités du pays, réalités qui commandent de s'adapter à l'environnement, il est encore plus judicieux que cet environnement soit assaini et vidé de la mentalité et des pratiques de vol, de fraude, de corruption, de détournement, de trafic d'influence et autres incivilités qui sont le propre des plus hautes autorités administratives et politiques. S'adapter à l'environnement, c'est aussi s'adapter aux réalités du monde contemporain par l'acceptation des règles du jeu démocratique, de l'alternance pacifique, du respect de l'intérêt général et de la chose publique, de

l'acceptation des contraintes de l'Etat de droit, du respect de la légalité, du souci de l'équité, du désir de la justice et de l'égalité. Le manquement à l'une de ses exigences doit être sanctionné selon des formes et des procédures légales, ce qui donnerait à nos concitoyens une nouvelle compréhension de leur environnement et du monde dans lequel ils évoluent.

Pour éradiquer l'analphabétisme, il faut d'abord éradiquer les facteurs qui le génèrent et qui sont liés à la corruption, au tribalisme et au clientélisme politique qui sont les recours naturels des médicieux pour s'assurer une promotion sociale facile.

Un esprit sain résultant d'un corps sain, il est devenu plus que vital de doter le pays d'une couverture sanitaire viable par la réhabilitation généralisée des centres de soin et santé primaire, la disponibilité des médicaments, la mise en place d'un réseau de secours rapide et d'intervention sanitaire urgente et, surtout, l'édification d'une sécurité sociale universelle de couverture maladie réellement efficiente.

Comment inciter à l'acquisition du savoir par les plus déshérités d'entre nous, si l'honorable interprète de cette bonne parole est un illustre ignorant, un inculte de premier rang, doublé d'un statut de repris justice, c'est-à-dire le prototype d'un parfait petit arriviste. C'est le portrait type de nos vulgaires laudateurs, toujours à l'affût de la moindre occasion pour trahir leur maître. Le 8 juin 2003 en constitue la parfaite illustration! Comment convaincre les familles qu'elles doivent encourager les jeunes à s'orienter vers des métiers manuels pour gagner décemment leur vie, alors que dans ces mêmes familles, les diplômés d'université sont dans un chômage structurel et chronique et donc sans aucune perspective d'insertion sociale, sauf à devenir eux-mêmes des laudateurs sans foi, promus à la délinquance financière et politique, ce qui ne garantit même plus un avenir convenable, tant les prétendants sont nombreux pour le partage d'un gâteau de plus en plus rétréci.

Notre pays est certes aux portes de mutations profondes, mais pour s'y préparer, il faut au préalable réorganiser nos règles de vie en communauté dans le sens d'une plus grande justice. C'est du rôle et de la responsabilité de l'Etat de préparer la nation et le peuple à ces mutations en mettant en place un Etat de droit apte à la fois à éradiquer les maux qui gangrènent notre société et à ancrer la démocratie dans notre vie politique.

S'il faut tenir en échec ceux qui veulent porter atteinte à nos intérêts, il faut commencer par l'intérieur de l'Etat, par son système mafieux, par

son administration instrumentalisée et par sa justice domestiquée et infantilisée. Le problème de la cohésion sociale; de l'unité nationale et de l'avenir de la nation ne se pose pas en termes de problème au niveau des simples citoyens, mais bien au niveau de l'Etat et du fonctionnement de ses institutions, infiltrés par des cercles d'intérêts identitaires et philosophiques divergents qui se combattent et se neutralisent au sein des structures étatiques sans aucun arbitrage légal ou hiérarchique

Le mal de ce pays, qui compromet sa stabilité et son avenir, c'est principalement :

- le système politique, économique et social qui prévaut depuis trop longtemps, et qui a fait la preuve de son inefficacité ;
- les orientations et les instructions qui sont données par les plus hautes autorités de l'Etat, et qui sont discriminées par une administration et une classe politique intermédiaires incapables d'un quelconque discernement, et réfractaires à toute évolution et à toute réforme ;
- l'absence de contrôle et de suivi de l'application des mesures d'intérêt commun prises par les plus hautes instances de l'Etat. C'est peut être dans le suivi, l'application et le contrôle que se manifeste au grand jour l'incompétence notoire de nos " ministres " ;
- le manque d'eau, l'improvisation dans la lutte contre les criquets mais aussi contre d'autres fléaux comme les nouvelles maladies ou la dégringolade de nos mœurs et autres valeurs morales ou sociales, régulièrement agressées par des images largement diffusées par des chaînes étrangères dépourvues de toute culture islamique;
- le manque de démocratie, l'absence d'Etat de droit, l'ampleur de la déliquescence de l'Etat, la mise au pas de la justice qui, par essence, doit garder son indépendance, le système sécuritaire qui fait que le pays marche à base de rumeurs, souvent fausses, et le système de renseignement dans lequel les ripoux de grand gabarit excellent

Ces tares sont, en partie, les éléments essentiels et constitutifs de la profonde crise multidimensionnelle susceptible de compromettre dangereusement la paix, la stabilité et l'avenir du pays, malgré les dénégations douteuses des prétendus défenseurs du système, à la loyauté incertaine.

S'il appartient au peuple de veiller sur ses intérêts, il appartient aussi et surtout à l'Etat de veiller à la possibilité d'expression du peuple quand celui-ci souhaite exprimer la défense de ses intérêts. L'Etat doit réduire l'influence des potentats administratifs et politiques locaux qui usent de tous les moyens pour discriminer l'expression

L'engagement de la Mauritanie dans le processus de démocratisation avait suscité enthousiasme et espoir. Au point que l'essentiel des acteurs politiques, économiques et sociaux expriment de bonnes dispositions à l'apaisement et au dialogue dans l'espoir de trouver des solutions acceptables pour sortir de la crise qui affectait profondément le pays.

En matière de passif humanitaire, il avait été suggéré au pouvoir de reconnaître la responsabilité de fait de l'Etat, lequel propose aux victimes et ayant- droits une indemnisation, solliciter à leur endroit pardon et leur exprimer regrets et compassion. Cette voie était la seule susceptible de permettre, à court terme, la réconciliation nationale et de contribuer avantageusement au renforcement des fondements de l'Etat. à l'instauration d'une confiance perdue entre nos communautés nationales suite aux événements du début des années 90.

Le rejet de cette voie a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, situation alimentée par une marginalisation constante des nationalités négro-africaines, notamment au sein des structures efficaces de l'Etat, mais aussi au niveau des autres catégories socio-professionnelles. Les subterfuges d'usage et les dosages de circonstance ne changent rien à la réalité de la marginalisation structurelle des nationalités négro-africaines.

De manière générale, des progrès ont certes été accomplis dans certains secteurs; c'est le cas de l'électrification d'une bonne partie du pays, de l'élargissement des moyens de communication et de quelques autres progrès enregistrés en matière d'infrastructure, routière notamment, mais la situation d'ensemble du pays est lamentable, car les piliers fondamentaux de l'Etat sont en déconiture avancée.

Par ailleurs, aucune procédure n'est respectée dans la prise des mesures individuelles. La désignation des responsables ou le recrutement des cadres n'obéit concrètement à aucune procédure légale, et dans ce jeu de l'illégalité les noirs sont laissés pour compte, non pas que la procédure réglementaire n'existe pas, mais elle est impunément bafouée, dans une connivence bien comprise des particularismes en présence. Des particularismes de groupes d'intérêt, des particularismes de regroupements identitaires et leurs contradictions sont orchestrés au nom du clan, de la tribu, de la confrérie et tous les partages sont négociés, réglés sur cette base. Les nominations, les recrutements, les avantages de toute nature obéissent aux règles de tous les particularismes. Même les rencontres et les réunions officielles sont organisées en respect des vulgaires règles des particularismes, l'organisation de la dernière visite présidentielle à Kiffa notamment, en constitue une parfaite illustration.

Quelles solutions de sortie de crise

Suite page 8

LES REFORMES INDISPENSABLES.

Dans le contexte actuel du pays, et le temps ayant fait son œuvre, l'opposition a heureusement su franchir un grand pas et dégager un front uni qui propose une ouverture vers la décriminalisation, en vue d'instaurer une véritable confiance réciproque, fondement d'un dialogue fécond.

Pour cela, le pouvoir politique, en l'occurrence le chef de l'Etat, Président de la République, constitutionnellement garant de la stabilité et du fonctionnement des institutions de la république, doit être à la hauteur de son rang et de sa mission, en transcendissant toutes les contradictions et toutes les subjectivités par la prise de mesures salvatrices :

1- il lui appartient, dans la conjoncture du moment, de prendre ses responsabilités historiques pour permettre les conditions d'un véritable rétablissement de la situation générale du pays, en invitant tous les acteurs politiques, économiques et sociaux à prendre leur part de responsabilité dans la création des conditions d'une alternance politique pacifique.

2- il lui appartient de fixer des

règles de jeu claires et égales pour tous, car dans le contexte du moment, il ne s'agit plus de compétir pour l'emporter sur les autres, mais effectivement de garantir l'existence, la stabilité et pérennité de l'Etat, de la nation et de nos institutions républicaines :

3- de créer les conditions de négociation des termes de gestion transitoire et concertée des affaires, selon un échéancier consensuel.

Les acteurs politiques et tous les membres de la société civile ainsi que l'ensemble de nos partenaires de développement (à ce propos, il faut saluer l'heureuse initiative du P.N.U.D relative au Renforcement du Dialogue en vue de la Réalisation, en Mauritanie, des O.M.D à l'horizon 2015, qui a été la première occasion d'un dialogue ouvert entre les responsables des partis d'opposition et les représentants la majorité présidentielle) doivent oeuvrer dans le sens d'une véritable ouverture politique, seule capable d'inscrire la Mauritanie dans la voie de la paix et du développement

DOCTEUR DIAW ABDOULAYE DJIMMÉ
PERMANENT DE L'UFP EN EUROPE